

# BRÈVES SECTORIELLES

## États-Unis

Une publication du SER des États-Unis  
N°2026-14 du 9 avril 2026

## Sommaire

### Commerce et sanctions

1. D. Trump modifie les droits imposés sur les dérivés de l'acier, de l'aluminium et du cuivre
2. D. Trump impose des droits de douane sur les produits pharmaceutiques

### Climat – énergie – environnement

3. L'Agence de protection de l'environnement et le Département de la Santé prennent des mesures contre les microplastiques

### Transport et infrastructure

4. Le projet présidentiel de budget pour 2027 prévoit de renforcer les investissements dans le secteur maritime
5. L'administration mobilise des leviers exceptionnels pour assurer la rémunération des agents du DHS malgré le *shutdown*

### Industrie

Brèves

### Distribution et divertissement

Brèves

### Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

### Numérique et innovation

6. Immersion au sein de l'écosystème d'innovation bostonien

### Santé

7. Les États-Unis et le Royaume-Uni publient leur accord sur les médicaments
8. La Maison Blanche propose une réduction de 12,5% du budget du Département de la Santé

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

# Commerce et sanctions

## 1. D. Trump impose des droits de douane sur les produits pharmaceutiques

Le 2 avril, dans le cadre d'une [proclamation](#) présidentielle ([fact sheet](#) associée), **D. Trump a annoncé l'imposition de droits de douane, en vertu de la Section 232, pouvant aller jusqu'à 100% sur les produits pharmaceutiques brevetés et leurs ingrédients. Pour mémoire, ces produits étaient jusqu'ici exonérés de tout droit additionnel.** Ces droits et les exemptions prévues entreront en vigueur en deux temps : le 31 juillet 2026, puis le 29 septembre 2026. Les partenaires bénéficiant d'un « accord commercial », dont l'Union européenne (ainsi que Japon, Corée du Sud, Suisse et Liechtenstein) se verront imposer un droit de 15%. Le Royaume-Uni bénéficiera d'un droit de 10%, puis d'une exemption générale « sur la base du futur accord sur les prix pharmaceutiques » entre les deux pays. Des exemptions sont par ailleurs prévues pour les laboratoires pharmaceutiques ayant conclu avec l'administration des accords relatifs à la tarification des médicaments et à la relocalisation de leurs activités.

Plus précisément :

- Pour la majorité de ses partenaires commerciaux, imposition d'un droit de 100% sur les médicaments brevetés et de leurs ingrédients : les médicaments ciblés sont listés dans [l'annexe I](#) à l'EO.
- Droit de 15% pour l'UE, le Japon, la Corée du Sud la Suisse et le Liechtenstein et de 10% pour le Royaume-Uni: conformément à la déclaration conjointe du 21 août entre l'UE et les Etats-Unis, et aux accords commerciaux conclus avec ces autres partenaires commerciaux, ces pays bénéficient d'un droit plafond de 15%.
- Pour le Royaume-Uni, le droit de douane sera de 10 %, puis passera à zéro, sur la base de tout futur accord sur les prix pharmaceutiques entre les États-Unis et le Royaume-Uni (accord de principe au 1<sup>er</sup> décembre 2025); un avis sera publié, le cas échéant, dans le registre fédéral.
- Traitement préférentiel accordé aux entreprises ayant conclu avec l'administration des accords relatifs à la tarification des médicaments et à la relocalisation des leurs activités : en fonction du champ couvert par l'accord (tarification seulement ou tarification et relocalisation) et également en fonction de l'avancement des accords (engagements de relocalisation à vérifier ou pas), le laboratoire concerné se voit

appliquer, pour plusieurs années, un taux préférentiel de 0% ou 20%. Le tableau ci-dessous tente de résumer ces régimes, dont la définition reste à ce stade confuse dans le texte de la proclamation. A noter que Sanofi bénéficie, au titre son accord sur la tarification et la relocalisation, du traitement tarifaire le plus favorable (0%).

- Exemptions des génériques et leurs ingrédients : L'EO indique que les médicaments génériques seront pour l'instant exemptés ; avec une révision de cette exemption prévue dans un an. Ces produits pharmaceutiques sont également exemptés de droits de 10% imposés en vertu de la Section 122. Ces produits sont listés à [l'annexe IV](#).

## 2. D. Trump modifie les droits imposés sur les dérivés de l'acier, de l'aluminium et du cuivre

Le 2 avril, dans le cadre d'une [proclamation](#) présidentielle ([fact sheet](#) associée), D. Trump a modifié le régime de droits de douane imposé, en vertu de la Section 232 aux importations d'acier, d'aluminium et de cuivre.

A compter du 6 avril, les droits de douane visant les dérivés s'appliqueront à une assiette plus simple et plus large (la valeur totale des articles et non uniquement leur contenu en métal), mais à des taux plus bas (25%, 15% ou 10% selon les cas contre 50% ou 25% auparavant). De surcroît, le champ des produits dérivés tarifés est réduit via l'exclusion des articles contenant une faible part de métal (sont notamment exclus les parfums et cosmétiques ainsi que la bière qui était couverts du fait de leur emballage). A l'avenir, l'ajout de nouveaux produits dérivés suivra une procédure simplifiée, l'USTR et le Secrétaire au Commerce pourront ajouter de nouveaux articles de leur propre initiative au fil de l'eau.

Les principaux changements induits par la proclamation sont :

- Imposition d'un droit de 50% sur la valeur totale des produits constitués exclusivement ou quasi exclusivement d'acier, d'aluminium ou de cuivre ([Annexe I-A](#)), sauf :
  - 25% pour les produits du Royaume-Uni, dont la teneur en aluminium/acier est composée entièrement d'aluminium/acier qui a été fondu ou le plus récemment coulé au Royaume-Uni ;
  - 10% pour les articles dérivés dont la teneur en métal a entièrement été fondue et coulée aux États-Unis.

- Pour les produits dérivés listés, imposition d'un droit de 25% sur la valeur totale des produits ([Annexe I-B](#)) ;
- Réduction temporaire pour certains dérivés de l'acier et de l'aluminium soumis à la Section 232 : A compter du 6 avril, les biens listés au sein de l'[annexe III](#) (équipements industriels et électriques) se verront appliquer un droit de douane réduit, jusqu'au 31 décembre 2027 :
- Droit général de 15%, comprenant le droit MFN ;
- Droit de 10% pour les dérivés dont l'acier ou l'aluminium a été fondu et coulé exclusivement aux États-Unis ;
- Fin des droits sur certains produits dérivés : L'[annexe II](#) recense les produits dérivés qui ne seront plus soumis aux droits 232 (à compter du 6 avril) sur l'acier, l'aluminium et le cuivre. A noter que les cannettes de bière, et le parfum seront exemptés. Les pièces de motocyclette classées dans les chapitres 84, 85 ou 87 du HTSUS et énumérées à l'Annexe 1-B seront exemptées des droits de la section 232 lorsqu'elles sont importées exclusivement pour la fabrication de motocyclettes.

## Brèves

- Le jeudi 9 avril et le vendredi 10 avril, l'USTR J. Greer se rend dans le Michigan et l'Ohio pour visiter des usines, notamment une installation de production de drones à une usine d'assemblage de camions.

# Climat – énergie – environnement

## 3. L'Agence de protection de l'environnement et le Département de la Santé annoncent des mesures sur les microplastiques

Le 2 avril 2026, l'Agence de protection de l'environnement et le Département de la Santé ont [annoncé](#) le lancement de mesures pour lutter contre la contamination par les microplastiques. Les microplastiques sont notamment inscrits comme contaminants prioritaires dans la Sixième liste des contaminants candidats (CCL 6), ouverte à la consultation publique. Cette liste inclut également, pour la première fois, les produits pharmaceutiques, ainsi que les PFAS, des sous-produits de désinfection, 75 produits chimiques et 9 microbes pouvant affecter l'eau potable. Le communiqué de l'EPA précise que la CCL est un outil prévu par le Safe Drinking Water Act (SDWA) qui oriente la recherche, le financement et les décisions

futures en matière de réglementation des menaces émergentes pesant sur l'eau potable.

## Brèves

- Le Département de l'Intérieur (DoI) a [annoncé](#) le 2 avril le lancement d'une initiative de modernisation pour améliorer la gestion des ressources dont il a la charge et ses prestations de services publics. Les mesures comprennent la réorganisation des postes vers des fonctions de contact avec le public, le renforcement du soutien aux nations tribales, la simplification des procédures administratives et une concentration des activités sur la gestion de l'eau, de l'énergie, des terres et de la faune. Dans le cadre de cette réforme, le DoI proposera un programme de démission et de retraite anticipée volontaire pour le personnel.
- Le Département de l'Intérieur (DoI) a [annoncé](#) le 3 avril lancer la création du « Marine Minerals Administration », qui regroupera les bureaux « Ocean Energy Management » et « Safety and Environmental Enforcement ». Le DoI précise que cette démarche reflète l'évolution du développement énergétique en mer et la nécessité d'une gestion plus intégrée des ressources, qu'elles soient conventionnelles ou émergentes comme les minéraux critiques, en réunissant les services de planification, de mise en œuvre des appels d'offres et de supervision.
- L'Administration d'information sur l'énergie a [indiqué](#) le 6 avril qu'en 2025, les États-Unis ont importé en moyenne 490 000 barils par jour de pétrole brut depuis le Golfe du Moyen-Orient (Bahreïn, Irak, Koweït, Oman, Qatar, Arabie Saoudite et Émirats), soit 8 % de leurs importations totales. Ces volumes concernent surtout des pétroles moyens sulfurés destinés aux côtes Ouest et du Golfe, la côte Ouest étant plus dépendante des importations maritimes en raison de sa production domestique limitée et du manque de pipelines. Les pétroles moyens sulfurés sont généralement plus difficiles à raffiner et se vendent à prix réduit par rapport aux pétroles légers doux.
- L'Administration d'information sur l'énergie a [indiqué](#) le 7 avril qu'au premier trimestre 2026, les prix du pétrole brut et des produits pétroliers ont fortement augmenté, après la fermeture de fait du détroit d'Ormuz. Le Brent est passé de 61 \$/baril à 118 \$/baril, tandis que l'écart avec le WTI a atteint son niveau le plus élevé depuis plus de cinq ans. Les prix de l'essence, du diesel et du carburacteur ont également bondi, avec des niveaux records pour l'essence (3,99 \$/gal) et le diesel

(5,40 \$/gal), en raison des perturbations des exportations et d'une forte demande pour le distillat. Les raffineries américaines ont augmenté leur traitement de pétrole brut, du fait des marges élevées et d'un entretien moins important qu'à l'automne précédent.

- L'Administration d'information sur l'énergie a [indiqué](#) le 8 avril que d'après ses prévisions, la production américaine de gaz naturel sec devrait augmenter de 20 % à 40 % d'ici 2050 pour répondre à la demande nationale et internationale. La majeure partie de cette hausse servira les exportations de GNL, qui pourraient dépasser 30 Bcf/j. La consommation intérieure augmentera également, surtout dans le secteur électrique.

## Transport et infrastructure

### 4. Le projet présidentiel de budget pour 2027 prévoit de renforcer les investissements dans le secteur maritime

Le projet de budget présidentiel dit "*skinny budget*" [paru](#) le 3 avril prévoit des financements significatifs en faveur du secteur maritime, principalement pour renforcer la base industrielle maritime, la compétitivité du transport maritime et les capacités militaires. Le budget alloue en particulier 65,8 Mds\$ à la construction navale militaire.

Environ 1,5 Mds\$ sont mobilisés pour des programmes pilotés par le Département des Transports dans le cadre du *Maritime Action Plan*, destiné à revitaliser l'industrie maritime. Ces crédits se répartissent entre 500 M\$ pour les infrastructures portuaires, 550 M\$ pour la modernisation de la *Merchant Marine Academy*, 355 M\$ pour les chantiers navals commerciaux, et plus de 100 M\$ pour le développement de la main-d'œuvre et l'innovation. Le budget prévoit également la création d'un fonds fiduciaire (*Maritime Security Trust Fund*), visant à assurer un financement stable et pérenne du secteur.

L'ensemble de ces mesures traduit la volonté présidentielle de restaurer la puissance maritime des États-Unis dans la continuité des annonces précédentes faites à ce sujet ([executive order « Restoring America's maritime dominance » d'avril 2025](#) et [Maritime action plan](#)).

## 5. L'administration mobilise des leviers exceptionnels pour assurer la rémunération des agents du DHS malgré le *shutdown*

Dans le cadre du *shutdown budgétaire* affectant le *Department of Homeland Security* (DHS) depuis la mi-février [voir Brèves sectorielles du [26 mars](#) et du [2 avril](#)], le Président américain a [signé](#) le 3 avril un mémorandum visant à garantir le versement des rémunérations à l'ensemble des agents du DHS, en l'absence pour l'heure d'accord au Congrès. Le texte enjoint au Secrétaire à la Sécurité intérieure, en coordination avec l'*Office of Management and Budget* à la Maison Blanche, de mobiliser des crédits existants présentant un lien fonctionnel avec les missions du DHS afin d'assurer le paiement des salaires et prestations des personnels concernés.

Cette mesure concerne plus de 35 000 agents, notamment au sein de la *Coast Guard*, de la *Federal Emergency Management Agency* (FEMA) et des services de cybersécurité, qui ont poursuivi leurs missions sans rémunération depuis plusieurs semaines.

L'administration justifie cette initiative par la nécessité de préserver la continuité des missions de sécurité nationale et de réponse aux situations d'urgence.

Le mémorandum présidentiel prévoit également, une fois le financement du DHS rétabli, des ajustements budgétaires internes afin d'assurer la soutenabilité des opérations et la continuité des activités notamment en matière de sûreté aéroportuaire.

# Industrie

## Brèves

- Plusieurs fédérations [disent](#) ne pas avoir été entendues par l'administration dans le cadre des dernières modifications des droits 232 sur l'acier-aluminium annoncées la semaine dernière. La fédération représentant l'industrie des emballages en métal, le *Can Manufacturers Institute*, a dit espérer pouvoir poursuivre les discussions avec l'administration pour trouver une autre solution à la hausse des coûts de ses intrants. Elle s'inquiète également de possibles mesures additionnelles sur ces métaux dans le cadre des enquêtes de Section 301 sur les surcapacités annoncées le mois dernier. La *Coalition for Prosperous America*, connue pour son positionnement protectionniste, a exprimé sa déception face à l'absence de mise en place d'un mécanisme de « conversion tarifaire » (ndlr : mécanisme par lequel le taux

de droit de douane évolue en fonction du prix du bien). Une autre fédération représentative du secteur de l'acier a indiqué à Politico que ses membres avaient déjà demandé une douzaine d'entretiens avec l'administration depuis l'annonce du 2 avril.

- Les PME et consommateurs [font face](#) au « tarif 2.0 » que constituent les surcharges mises en place par les plateformes de transport/logistique en réaction à la hausse des prix du diesel. Ce type de surcharge atteint 3,5% des coûts de livraison pour Amazon (à compter du 17 avril), 8% pour USPS (à compter du 26 avril) et jusqu'à 26,5% et 27% respectivement pour FedEx et UPS (depuis le 30 mars).
- Le 8 avril, Reuters [rapporte](#) que la guerre en Iran a fait doubler les prix du carburant aviation en un mois, infligeant à Delta un surcoût estimé à 2 milliards de dollars. En réponse, la compagnie va réduire sa capacité d'environ 3,5% entre avril et juin, augmenter les frais de bagages enregistrés (jusqu'à +50\$), et envisage de retarder des livraisons d'appareils Boeing et Airbus si le conflit se prolonge. Delta espère ainsi récupérer 40 à 50% du surcoût. La compagnie, qui ne couvre pas ses achats de carburant, possède néanmoins une raffinerie lui permettant d'économiser environ 300 millions de dollars. Elle affiche une perte nette de 289 millions de dollars sur le premier trimestre, mais anticipe une croissance des revenus au deuxième trimestre.

## Distribution et divertissement

### Brèves

- Le 7 avril, Reuters [rapporte](#) que Bill Ackman, via son fonds Pershing Square, propose de racheter Universal Music Group (maison de disques de Taylor Swift, Kendrick Lamar, Bad Bunny...) pour environ 64 milliards de dollars, soit une prime de 78% sur le cours de clôture de vendredi dernier. Le deal impliquerait de déplacer la cotation d'Amsterdam vers la Bourse de New York et d'incorporer la société au Nevada. L'opération est soumise à l'approbation des deux tiers des actionnaires et au maintien de Lucian Grainge comme PDG. L'action UMG montait d'environ 12% à l'ouverture ce mardi.

# Agriculture et industrie agroalimentaire

## Brèves

- La [requête](#) budgétaire de la Maison Blanche pour 2027 s'établit pour l'USDA en fort recul (-19%) par rapport aux crédits 2026, dans une proportion double de l'effort moyen demandé (-10%), hors crédits militaires. On rappellera néanmoins que pour l'USDA, ces crédits de 20,8 Md\$ (-4,9 Md\$) pour la prochaine année budgétaire qui débutera le 1<sup>er</sup> octobre 2026, ne représentent qu'une faible partie des crédits qu'il gère (15% environ). En effet, la plupart des crédits sous gestion de l'USDA (aide alimentaire domestique sous conditions de ressources, subventions aux cantines scolaires, programmes de soutien aux revenus des agriculteurs, programmes de conservation et environnementaux, ...etc.) sont des dépenses obligatoires qui s'appuient sur la loi quinquennale agricole (Farm Bill). Néanmoins, avec cette demande, l'administration affiche ses objectifs politiques : baisse des crédits pour les mesures qui poursuivent un agenda politique militant (projets bénéficiant spécifiquement à des communautés minoritaires, par exemple) et hausses pour la poursuite de la réorganisation de l'USDA ainsi que pour la mise en œuvre des objectifs de la politique forestière décidée par décrets présidentiels, tant sur la [lutte contre les incendies](#) que sur une augmentation de la [production de bois](#). Par ailleurs, comme l'année dernière, la Maison Blanche demande la mise à zéro des crédits dédiés à l'aide alimentaire internationale justifiant cette demande par le fait qu'une part trop modeste de ces crédits (20 à 25%) est réellement consacrée à l'achat de produits agricoles et que la part principale va à la logistique et aux ONG qui gèrent l'acheminement de ces produits jusqu'aux bénéficiaires finaux. Il est plus que probable que le Congrès rétablira tout ou partie de ces baisses de crédits et d'abord celles de l'aide alimentaire internationale comme il l'avait fait l'année dernière. En effet, même si une partie réduite des crédits va à l'achat de produits agricoles, les agriculteurs sont attachés à cette aide internationale liée qui leur permet un débouché supplémentaire pour leur production.
- L'administration Trump a [annoncé](#) le 8 avril qu'elle présenterait la candidature de [Luke Lindberg](#) à la fonction de Directeur exécutif du Programme Alimentaire Mondial ([PAM](#)).

[Luke Lindberg](#) est l'actuel sous-secrétaire pour le commerce et les affaires agricoles internationales à l'USDA. À ce titre, il dirige les programmes fédéraux de promotion des exportations et notamment les programmes d'assistance alimentaire internationale. Avant de rejoindre l'USDA en août 2025, Luke Lindberg a notamment fondé et dirigé [South Dakota Trade](#), une organisation public-privé dédiée au développement des exportations et à l'ouverture de nouveaux marchés pour les entreprises de cet Etat. Il a également occupé des fonctions de direction à l'Export-Import Bank of the United States ([EXIM](#)). Le successeur de l'actuelle Directrice exécutive, Cyndy McCain, sera nommé conjointement par le Secrétaire général des Nations unies et le Directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Premier contributeur du PAM, les États-Unis ont toujours réussi à placer l'[un](#) de leurs ressortissants à la tête de cette institution de façon continue depuis 1992.

- Le sous-secrétaire à la recherche, à l'éducation et à l'économie agricoles de l'USDA, Scott Hutchins, a [annoncé](#) le 7 avril le lancement du « National Proving Grounds Network for AgTech » ([NPG-Ag](#)). M. Hutchins a notamment déclaré : « En mettant en place un réseau national de recherche coordonné pour valider objectivement les technologies nouvelles et émergentes, en particulier les technologies numériques et celles basées sur l'IA, nous contribuons à garantir que les producteurs de grandes cultures, de cultures spécialisées et d'élevage aient tous accès à des données de performance fiables pour leurs décisions d'investissement, dans le but d'accélérer l'adoption des innovations AgTech. De plus, nous sommes convaincus que le NPG-Ag permettra d'étendre et de faciliter le développement et l'application des technologies émergentes dans les secteurs public et privé, au bénéfice unique de l'agriculture américaine. » Cette initiative sera menée par le Service de recherche agricole ([ARS](#)) de l'USDA, en collaboration avec d'autres organismes de recherche de l'USDA. [Grand Farm](#), un écosystème AgTech et un banc d'essai pour l'innovation basé dans le Dakota du Nord, assurera la gestion du programme national de l'USDA, aux côtés d'universités bénéficiant de concessions foncières à travers le pays, qui seront les principaux partenaires de recherche et d'expérimentation.

# Numérique et innovation

## 6. Immersion au sein de l'écosystème d'innovation bostonien



Photographie : déjeuner économique en présence de l'Ambassadeur de France aux Etats-Unis, Laurent Bili, du Consul général de Boston, Mustafa Soykurt, d'Hervé Coureil et Sandrine de Guio du groupe Schneider, de Mathieu Roger et Mickael Pretot du cabinet EFOR, de Philippe Lopes-Fernandes du groupe Ipsen, de Mounqi Bawendi, Prix Nobel de chimie 2023, des équipes du SER et de Business France.

Le SER a accompagné l'Ambassadeur à Boston du 31 mars au 2 avril pour participer à plusieurs séquences économiques dont un déjeuner, avec la présence du **cabinet de conseil en sciences de la vie EFOR**, du **laboratoire IPSEN**, du **prix Nobel de chimie 2023 Mounqi Bawendi** connu pour ses travaux sur les points quantiques et les nanoparticules et du **groupe Schneider**, ou encore des visites d'universités (dont le Harvard business innovation lab).

En marge de cette visite, le SER et Business France ont également rencontré des entreprises et entrepreneurs français implanté au cœur de l'écosystème d'innovation de Cambridge dans divers secteurs, **Tissium** dans la **Medtech**, **Owkin** dans la **Biotech**, **Alice&Bob** dans le **quantique**, **Enlaye**, mobilisant l'intelligence artificielle pour la **gestion des risques** dans le domaine de la **construction**.

Cette visite a aussi été l'occasion d'échanger avec la communauté d'affaires française, dont [Philippe Rival](#), nouveau président de la

communauté French Tech de Boston et le réseau des conseillers au commerce extérieur.

## Brèves

- Le 6 avril, Anthropic a [annoncé](#) avoir signé un nouvel accord avec Google et Broadcom portant sur plusieurs gigawatts de capacité de calcul supplémentaire, prolongeant un accord conclu en octobre 2025 portant sur un million de puces TPU ([voir Brèves sectorielles du 24 octobre 2025](#)). Selon un document réglementaire déposé par Broadcom, l'accord [porterait](#) sur environ 3,5 gigawatts additionnels, qui commenceront à être mis en service à partir de 2027. L'entreprise a également indiqué que son chiffre d'affaires annualisé avait dépassé les 30 Mds\$, fin 2025, contre environ 9Mds\$ fin 2025, et que le nombre de ses clients dépensant plus d'un million de dollars par an sur ses services dépassait désormais 1 000, soit un doublement en moins de deux mois.
- Le 6 avril, OpenAI a [publié](#) un document intitulé *Industrial Policy for the Intelligence Age: Ideas to Keep People First*, appelant les pouvoirs publics à adopter une politique industrielle ambitieuse pour encadrer la transition vers la « superintelligence », que l'entreprise compare aux transformations de l'ère progressiste et du *New Deal*. Le texte s'articule autour de trois principes — (i) partage large de la prospérité, (ii) réduction des risques systémiques et (iii) démocratisation de l'accès à la technologie — et de deux axes. Le premier, « bâtir une économie ouverte » (*Building an Open Economy*), propose notamment la création d'un « fonds souverain public » (*Public Wealth Fund*) donnant à chaque citoyen une participation dans la croissance générée par l'IA, la mise en place de partenariats public-privé pour financer les infrastructures énergétiques, la conversion des gains de productivité en amélioration des avantages sociaux (retraite, santé, garde d'enfants), ainsi que le développement de droits sociaux portables non liés à un employeur unique. Le second, « bâtir une société résiliente » (*Building a Resilient Society*), inclut le renforcement des capacités de détection des risques cyber et biologiques, le soutien à des institutions telles que le *Center for AI Standards and Innovation* (CAISI), et l'adoption par les laboratoires d'IA de structures de gouvernance intégrant l'intérêt public, comme le statut de *Public Benefit Corporation*.
- Le 7 avril, Anthropic a [annoncé](#) le lancement de *Project Glasswing*, une initiative de cybersécurité rassemblant

notamment AWS, Apple, Broadcom, Cisco, CrowdStrike, Google, JPMorgan Chase, la Linux Foundation, Microsoft, Nvidia et Palo Alto Networks en vue d'identifier et de corriger les vulnérabilités de logiciels critiques. L'initiative s'appuie sur un nouveau modèle d'Anthropic, *Claude Mythos Preview*, qui a déjà permis d'identifier des milliers de failles dites « zero-day » (inconnues des développeurs) dans la totalité des principaux systèmes d'exploitation et navigateurs web. Anthropic a indiqué ne pas envisager de rendre ce modèle publiquement disponible en raison des risques qu'il pourrait présenter s'il était utilisé à des fins offensives, et a engagé jusqu'à 100 M\$ de crédits d'utilisation dans le cadre de l'initiative.

- Le 7 avril, les électeurs de Port Washington, ville de 12 000 habitants située au nord de Milwaukee (Wisconsin), ont approuvé à environ 66 % un référendum imposant aux autorités municipales d'obtenir l'approbation des électeurs avant d'accorder à des promoteurs des incitations fiscales supérieures à 10 M\$ — il s'agit du [premier](#) référendum de ce type aux États-Unis visant explicitement à restreindre le développement des centres de données. L'initiative fait suite à la décision des autorités locales d'accorder des avantages fiscaux à un projet de campus de 15 Mds\$ porté par OpenAI, Oracle et Vantage Data Centers dans le cadre de l'initiative *Stargate*. Le référendum n'affecte pas le projet en cours mais soumettra tout projet similaire à l'approbation des électeurs. Au moins trois [autres](#) communes américaines doivent se prononcer sur des mesures comparables cette année.
- Le 8 avril, Meta a [annoncé](#) le lancement de *Muse Spark*, son premier modèle de langue de grande taille depuis plus d'un an et le premier issu de *Meta Superintelligence Labs*, la division d'IA créée en juin 2025 et dirigée par Alexandr Wang, ancien fondateur de Scale AI recruté dans le cadre d'un investissement de 14,3 Mds\$ dans cette entreprise ([voir Brèves sectorielles du 13 juin 2025](#)). Dans une rupture avec la stratégie *open source* ayant caractérisé la famille de modèles Llama de Meta jusqu'à présent, *Muse Spark* est un modèle fermé, dont l'architecture et le code ne seront pas rendus publics. Selon le communiqué de l'entreprise, le modèle est « conçu sur mesure pour les produits de Meta » et servira à alimenter son assistant Meta AI ainsi que, progressivement, des fonctionnalités s'appuyant sur les contenus et recommandations partagés par les utilisateurs sur Instagram, Facebook et Threads. Meta a indiqué disposer de modèles plus avancés en cours de développement et envisager de

proposer *Muse Spark* en aperçu privé via API à certains partenaires sélectionnés.

## Santé

### 7. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni publient leur accord sur les médicaments

Le 2 avril a été [publié](#) le texte final de l'accord sur les médicaments entre les États-Unis et le Royaume-Uni, marquant son entrée en vigueur immédiate et confirmant les grandes lignes de l'accord de principe annoncé en décembre 2025. Le texte précise les conditions permettant aux exportations britanniques de produits pharmaceutiques de bénéficier d'une exemption de droits de douane au titre de la Section 232, allant jusqu'à un taux nul, alors que le plafond prévu dans l'accord commercial bilatéral annoncé au printemps dernier était de 10 %. L'accord prévoit également une exemption de droits de Section 232 pour certaines technologies médicales, incluant potentiellement des dispositifs médicaux, dans le contexte où une enquête américaine, distincte de celle qui portait sur le secteur pharmaceutique, est encore en cours sur ce secteur. En outre, Washington s'engage à ne pas appliquer de mesures commerciales additionnelles au titre de la Section 301 sur les produits pharmaceutiques britanniques.

Le texte souligne également que les États-Unis souhaitent que les laboratoires continuent de lancer de nouveaux traitements sur le marché britannique, qu'elle veillera à ce que les nouveaux modèles de paiement américains, fondés sur des comparaisons internationales de prix (notamment GENEROUS, GLOBE ou GUARD), ne pénalisent pas spécifiquement le Royaume-Uni.

En contrepartie, Londres s'engage à réformer son système de fixation des prix des médicaments. Le gouvernement britannique prévoit notamment une évolution des méthodes d'évaluation coût-efficacité des traitements, engagée dès avril, et une hausse de 25 % des prix nets des nouveaux médicaments. Il s'engage également à réformer le mécanisme de rabais VPAG, qui ajuste le prix payé par le système de santé en fonction des revenus générés par les laboratoires, avec un calendrier de mise en œuvre précisé et un programme pilote attendu dès septembre 2026. L'exemption complète de droits de Section 232 reste conditionnée à la conclusion et au respect des termes d'accords sur les prix dits « MFN » et la relocalisation d'activités aux Etats-Unis, conclus avec l'administration américaine par les principales entreprises pharmaceutiques britanniques, parmi

lesquelles AstraZeneca et GSK ont déjà pris des engagements [voir not. [Brèves sectorielles du 17 octobre 2025](#) et du [12 mars 2026](#)].

Enfin, l'accord crée un partenariat bilatéral sur les chaînes d'approvisionnement pharmaceutiques visant à renforcer la sécurité et la résilience des approvisionnements en médicaments critiques. Ce partenariat prévoit un dialogue régulier entre autorités américaines et britanniques afin d'identifier les vulnérabilités communes, échanger des informations sur les pénuries de médicaments et diversifier les sources d'approvisionnement, en vue de réduire la dépendance à l'égard d'économies non-marchandes en matière d'intrants stratégiques.

## 8. La Maison Blanche propose une réduction de 12,5% du budget du Département de la Santé

Le 3 avril, l'administration américaine a [publié](#) la proposition budgétaire qu'elle compte soumettre au Congrès pour l'année fiscale 2027. Le document comprend notamment une proposition de réduction de 12,5% du budget du Département de la Santé et des Services sociaux (HHS), soit environ 15,8 Md\$ de moins que cette année. Cette réduction s'inscrit dans le cadre de ce que l'administration américaine présente comme un recentrage de l'action publique sur la prévention des maladies chroniques, la sécurité alimentaire, et la modernisation des capacités réglementaires, notamment grâce à un recours accru à l'intelligence artificielle, autant d'axe de travail mentionnés dans l'agenda « Make America Healthy Again » (MAHA) dévoilé l'année dernière.

La réforme des moyens alloués à HHS en 2027 prévoit notamment la création d'une nouvelle entité, l'Administration for a Healthy America (AHA), destinée à regrouper plusieurs programmes actuellement répartis entre différentes agences fédérales, dont les Centers for Disease Control (CDC), la Health Resources and Services Administration (HRSA) et la Substance Abuse and Mental Health Services Administration (SAMHSA). Selon l'administration, cette rationalisation permettrait de réduire les doublons administratifs et de générer environ 5 Md\$ d'économies. Le projet inclut également des réductions significatives de financement pour la recherche et la santé publique, notamment une baisse d'environ 5 Md\$ pour les National Institutes of Health (NIH), ainsi que la suppression de certains programmes consacrés aux inégalités de santé, à l'assistance aux réfugiés, à l'efficacité énergétique des bâtiments pour les foyers vulnérables, ou encore à la coopération internationale en matière de recherche en santé.

Comme chaque année, le Congrès devra examiner et éventuellement modifier cette proposition, les précédentes

tentatives de réductions importantes du budget du HHS ayant été atténuées au cours de ce processus budgétaire.

## Brèves

- Le 7 avril, le groupe pharmaceutique américain Gilead a annoncé son acquisition de l'entreprise de biotechnologies allemande Tubulis GmbH, spécialisée dans le développement de traitements oncologiques à base d'anticorps. Aux termes de l'accord, Gilead acquerra la totalité du capital social de Tubulis pour 3,15 Md\$, auxquels pourraient s'ajouter des paiements d'étapes conditionnels pouvant atteindre 1,85 Md\$. La clôture de la transaction, subordonnée certaines obligations réglementaires, devrait être finalisée au cours du deuxième trimestre 2026.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

[washington@dgtresor.gouv.fr](mailto:washington@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)